

Planification urbaine et médiation des sciences humaines

*Paul-Henry Chombart de Lauwe
Centre d'Ethnologie sociale
et de Psychosociologie
1, rue du Onze Novembre
92120 Montrouge, France*

Résumé

L'article soulève le problème général des rapports entre la planification urbaine et les sciences humaines. La planification urbaine se situe dans des rapports de pouvoir. Cet aspect ne saurait être éludé sous prétexte d'objectivité scientifique. Si les sciences humaines interviennent à leur tour dans ces rapports de force elles doivent préciser leurs méthodes en fonction des nécessités. Il s'agit là d'un premier niveau où elles peuvent se situer, celui d'une médiation entre les instances officielles et les habitants. Les recherches doivent alors rendre compte de tous les groupes et rapports sociaux en présence pour contribuer à définir comment l'organisation de l'espace facilitera ou entravera les relations entre ces différents éléments de la population. A un autre niveau de la recherche les chercheurs doivent pouvoir entreprendre les travaux qui leur paraissent le mieux adaptés à comprendre les processus de transformation en jeu, en se limitant alors à apporter des éléments de réflexion sur l'action ou l'art des urbanistes et des planificateurs.

Summary

The general problem of the relationship between urban planning and human sciences is raised and discussed in this article. Urban planning is situated in a context of power relations. This aspect should not be overlooked in the name of scientific objectivity. If human sciences do concern themselves with these power relations they must define methods in accordance with the subject. This implies that human sciences might be situated as mediators between the official agencies and the inhabitants of a given environmental setting. In this case research has to consider all groups and social relations that are present in order to define how the organisation of space will facilitate or inhibit social and physical relations between the different groups of a population. On another level, researchers must have the opportunity to develop studies that they think are best suited for understanding the transformation processes in question. In this case their contribution is limited to improving knowledge of the activity or art of designers and townplanners.

1. Introduction

Les rapports entre les Sciences Humaines et la planification urbaine ne peuvent pas être étudiés aujourd’hui sans référence à la politique nationale, à la politique régionale et à la politique internationale.¹ Ils ne peuvent être étudiés également que dans la perspective des transformations techniques, économiques et sociales, c'est-à-dire des modifications de la localisation des entreprises et de la modification des structures sociales et des rapports sociaux.

La planification urbaine ne peut pas se réduire à la planification économique et à l'aménagement du territoire. Peut-être, en un temps, les ingénieurs ont-ils oublié qu'entre les ponts et les chaussées il y avait les villes et les hommes qui les habitent. Mais ce temps, espérons-le, est révolu et la planification urbaine ne peut-être envisagée qu'en référence à l'urbanisme et à l'architecture et non l'inverse, ce qui implique une collaboration de chaque instant entre les ingénieurs, les architectes, les administrateurs, les promoteurs et les représentants des habitants.

Les sciences humaines interviennent de plus en plus directement dans cette élaboration collective, d'une part comme médiateur, d'autre part pour étudier les processus de transformation et la possibilité de modifier leur orientation. Les travaux que nous avions faits dans les années 50 et 60 sur les régions de Paris et de Bordeaux en particulier (Chombart de Lauwe *et al.*, 1952; Jenny *et al.*, 1956), nous avaient déjà mis sur la voie. Depuis cette époque, de nombreuses équipes ont apporté leurs contributions. Mais je me référerai plus particulièrement à des recherches récentes, entreprises soit au Centre d'Ethnologie Sociale soit dans le groupe international que nous avons constitué, qui me conduisent à aborder de nouveau cette question d'une façon différente et plus précise.

2. Planification, urbanisme et processus de transformation

Dans les rapports rural-urbain, nous nous trouvons sans doute à un tournant, aussi important que celui de la fin du XIXème siècle, lorsque l'accélération de la concentration urbaine a provoqué un déséquilibre économique et social qui n'a toujours pas pu être enrillé. Comme nous l'avons dit dans un récent colloque que nous avons organisé sur la périphérie des villes (Chombart de Lauwe & Imbert, 1982), près d'un quart de l'humanité vit dans les banlieues européennes, les bidonvilles africains ou indiens, les favelas ou les quartiers de "ranchos" en Amérique Latine. Mais les nouvelles découvertes techniques, en particulier en informatique et en télématique tendent à modifier profondément le processus. Une analyse du phénomène à la Plaine St-Denis dans la région parisienne (Ducréux, 1982) permet de faire ressortir les conséquences d'une première vague de décentralisation, entraînant notamment une énorme augmentation

¹ Ce texte fait suite à un exposé au Colloque "Planification Urbaine et Vie Sociale" à Rennes (juin, 1981) organisé par le L.A.R.E.S. (Laboratoire de Recherches Economiques et Sociales).

du chômage. L'informatisation généralisée provoque d'autres déséquilibres, mais elle peut permettre aussi d'envisager une nouvelle distribution des activités économiques et de rechercher un nouvel équilibre ville-campagne. Cette recherche d'un nouvel équilibre est particulièrement urgente dans les pays économiquement les plus défavorisés, où le développement de l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture a provoqué les drames que l'on sait. Les transferts non contrôlés de technologie venant des pays riches, aussi nécessaires qu'ils soient, ont trop souvent profité aux importateurs autant ou plus qu'aux supposés bénéficiaires. Dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture cette pression des modèles dominants se fait profondément sentir, non seulement dans les rapports entre pays plus ou moins industrialisés mais dans les rapports entre régions, entre villes et campagnes, et entre classes sociales à l'intérieur des agglomérations.

D'après ce que j'ai pu constater dans divers pays, comme certainement beaucoup d'autres chercheurs, l'action de planification se situe dans des rapports de pouvoir. Deux conceptions semblent alors s'opposer. D'un côté la planification est envisagée sous la forme de la domination. Il s'agit alors de domination technique dans la mesure où les planificateurs se réfèrent aux nécessités de leur métier pour imposer leur volonté, de domination économique si les raisons invoquées se réfèrent aux impératifs de productivité, de rendement, des rentabilité ou de difficultés financières, de domination simplement bureaucratique lorsque l'administration devient toute puissante et qu'elle s'emprisonne elle-même dans les règles qu'elle a créées, enfin de domination idéologique sous-jacente la plupart du temps aux formes de domination précédentes car les modèles imposés par les planificateurs se réfèrent en réalité à des systèmes de représentation et de valeurs qui sont ceux de leurs classes ou de leurs pays d'origine. A l'opposé, les rapports de force, dans la planification, peuvent s'inverser et se présenter sous la forme de l'expression des besoins et des aspirations des habitants eux-mêmes, et devenir alors une réponse à ces besoins dans une perspective de compréhension mutuelle.² Dans ce cas, le pouvoir est plutôt délégué aux planificateurs et contrôlé par les représentants de la population. Mais la distinction n'est en général pas si tranchée entre pouvoir des planificateurs et besoins des habitants. Dans la réalité, les deux aspects de rapports de pouvoir sont plus ou moins mêlés et il est parfois difficile de savoir où s'arrête la domination, où commence la compréhension.

Une constatation importante peut être faite dans l'évolution de ces rapports dans la mesure où les impératifs techniques et économiques invoqués précédemment font place progressivement à des demandes culturelles. J'ai eu l'occasion de suivre cette évolution à Paris. Il était question tout d'abord pour l'utilisation de l'espace laissé libre par les anciennes Halles d'implanter un centre des affaires suivant le projet Rotival, inspiré directement des modèles américains. Par la suite, c'est le pouvoir

² Il importe de s'entendre sur les notions de besoin et d'aspiration et sur les rapports entre conditions de vie, pratiques et besoins. Voir à ce sujet Chombart de Lauwe (1975).

financier et politique qui voulait s'installer au centre géographique. Le projet Debré, d'un énorme ministère des finances aurait été le symbole de cette forme de domination. Plus tard encore, dans les discussions que nous avons eues avec les représentants des pouvoirs publics nous avons eu l'occasion de défendre un projet de centre culturel et de jardin correspondant aux demandes de la population que nous avions pu recueillir dans diverses recherches (Chombart de Lauwe, 1981). De cette façon les Sciences humaines ont peut-être contribué, à leur manière, à la prise en considération de l'expression de la base mais sans doute a-t-il fallu que ces projets rencontrent les désirs d'hommes politiques souhaitant imposer à une ville une marque de leur passage. Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet mais d'une manière ou d'une autre, le processus de passage de l'économique au culturel est un fait important à noter.

Entendons-nous bien. Je ne parle pas ici d'une manière normative de ce qu'il faudrait faire. Je constate une évolution depuis une trentaine d'années. A Paris, comme à New-York ou à Londres, le centre de l'agglomération était confondu avec le centre des affaires. La concentration des sièges sociaux des entreprises et des banques au centre géographique correspondait à un souci d'efficacité, de puissance et de concurrence. Or cette localisation n'est plus nécessaire avec les moyens actuels de transmission de l'information. En même temps l'intérêt pour les activités culturelles a augmenté, ce qui est visible dans la multiplication des maisons de la culture, des maisons de jeunes, des maisons de quartier etc. et l'apparition d'un Ministère de la culture. Il en résulte dans la représentation du centre urbain une place plus grande donnée aux monuments ayant un rôle culturel ou symbolisant la culture. Cette représentation semble s'être précisée plus rapidement chez les habitants que chez les dirigeants ce que nous avions constaté déjà dans des enquêtes au moment où les projets de centre à dominante économique étaient toujours prioritaires dans les projets gouvernementaux. Il en résultait un fossé d'incompréhension entre les utilisateurs et les bâtisseurs qui tend actuellement à se combler au profit des premiers.

La dissociation entre le centre économique et le centre culturel, telle qu'elle apparaît à Paris où le centre économique se trouve déplacé vers la périphérie, à la Défense, alors que le centre culturel est à Beaubourg, peut avoir des conséquences politiques et sociales qui ne sont pas nécessairement bénéfiques. Dans certains cas le centre culturel symbolique peut être imposé par un gouvernement ou même par une puissance étrangère dominante. Le Palais de la Culture de Varsovie offert par l'U.R.S.S. et appelé avec humour le gâteau de mariage par la population, peut en être un exemple. Nous nous trouvons dans un rapport de pouvoir où les pressions idéologiques opposées agissent suivant les moyens dont elles disposent. Le processus qui se déroule dans ces conditions demande à être analysé d'une manière approfondie.

Au-delà de la recherche d'un équilibre entre l'économique et le culturel se trouvent parfois posées les questions classiques des rapports entre les modes de production, les conditions de vie, les pratiques de con-

sommation, les structures sociales, la représentation de l'espace et son organisation. L'expression des aspirations et des besoins des groupes sociaux et des individus n'est possible qu'en référence à des systèmes de représentation et de valeurs, à des symboles, à des croyances en même temps qu'aux conditions de vie et aux pratiques, aux modes d'appropriation de l'espace en liaison avec les structures économiques, les rapports sociaux, les tensions et les conflits, les politiques municipales et nationales. Les chercheurs des Sciences humaines ont alors à analyser ces rapports à la fois chez les habitants et chez les décideurs et surtout les processus de modification de ces rapports.

Nous pouvons nous demander alors si les Sciences humaines peuvent avoir, pour la connaissance des processus dans lesquels nous sommes impliqués, un rôle de médiation entre la population et les planificateurs. Nous pouvons aussi nous demander comment elles interviennent en liaison avec les architectes et les urbanistes, avec l'administration, avec les représentants de la population.

3. De nouveaux modes de décision ?

Si la planification urbaine et l'urbanisme se situent dans un rapport de pouvoir, leur rôle est de définir un mode de décision. Leur action est donc une action politique. Il serait absurde, sous prétexte d'une soi-disant "objectivité scientifique", de vouloir éluder ce problème. Si les Sciences humaines interviennent à leur tour dans ces rapports de force, elles ont à tenir compte de la situation et à préciser leurs méthodes en fonction de ces nécessités. Les chercheurs ont donc un double rôle, d'abord de connaissance et d'analyse des processus de transformation pour pouvoir agir sur eux. D'autre part, de médiation entre deux catégories d'acteurs. D'un côté les planificateurs, les urbanistes, les architectes possèdent des connaissances techniques, économiques, administratives, politiques qui sont indispensables dans l'étude des problèmes qui se posent dans la planification urbaine. D'un autre côté, les habitants ont un autre mode de connaissance de leurs pratiques quotidiennes, de leur environnement, des difficultés et des possibilités qui s'ouvrent à eux. Mais ils ont des problèmes d'expression et de passage à la réalisation dans un domaine technique qu'ils ne connaissent pas. Il ne s'agit pas ici de revenir aux discussions sur "le sens commun" mais de dire simplement que les habitants ont des connaissances qui manquent aux urbanistes et que les urbanistes ont des connaissances qui manquent aux habitants. Il en résulte des incompréhensions, des conflits, des discordances sur lesquelles j'ai eu l'occasion d'insister depuis longtemps (Chombart de Lauwe, 1965). Je voudrais rappeler l'opposition entre les discordances passives et les discordances actives conflictuelles. Les discordances passives latentes, que les responsables comprennent mal, peuvent être un objet d'étude privilégiée pour les chercheurs, elles sont le point de départ de pistes d'investigation sur les systèmes de représentations et de valeurs différents des partis en présence.

Pour réduire les discordances et les tensions, les planificateurs, désireux d'imposer les solutions qu'ils estiment, selon leur logique les meilleures, ont tendance à demander aux Sciences humaines de faire des recherches que j'ai appelées d'acceptabilité (Chombart de Lauwe, à paraître). Le but est alors d'être assez informé sur les réactions de la population pour pouvoir lui imposer des décisions. Les chercheurs des Sciences humaines peuvent alors jouer inconsciemment un rôle critiquable de simples agents du pouvoir en place. Par ailleurs, il ne peut être question d'exprimer les besoins et les aspirations d'un groupe particulier par rapport à un autre. Il est donc nécessaire dans l'approche des chercheurs d'avoir une vision d'ensemble des rapports sociaux dans l'environnement étudié et de comprendre les divergences et les tensions chez les habitants eux-mêmes avant de voir les discordances entre eux et les planificateurs. Chaque classe sociale, chaque groupe, chaque catégorie a un mode d'expression des besoins et des aspirations qui lui est propre. Qu'il s'agisse d'une population déjà connue dans une expérience de rénovation urbaine ou qu'il s'agisse d'une population nouvelle lors de la création d'une ville ou d'un quartier, il importe de savoir comment l'organisation de l'espace facilitera ou entravera les relations entre ces différents éléments de la population.

En Belgique, l'ethnologue Ita Gassel et l'architecte Lucien Kroll se sont associés pour étudier les plans de renovation de quartiers. L'équipe d'ethnologie a fait un inventaire complet de tous les groupes sociaux organisés ou non organisés qui existaient dans un quartier et a provoqué des discussions de groupe, fait des interviews, proposé des solutions aux habitants. L'équipe d'architecture a travaillé en fonction des réactions des habitants, en étudiant avec les ethnologues leurs besoins et leurs aspirations à travers leurs pratiques quotidiennes, les rapports sociaux qui se manifestaient, les tensions, les conflits à l'intérieur des quartiers. La discussion a permis de confronter les points de vue d'une manière réaliste, les habitants comprenant progressivement des difficultés techniques et les architectes étant sensibilisés aux problèmes de la vie quotidienne des habitants. Ce type d'étude existe bien entendu ailleurs, mais il a été poussé, dans ce cas, très loin ce qui a permis d'éviter les fausses interprétations et de prendre en considération, dans la décision, l'expression de tous les groupes sociaux.

Au Mexique, l'étude des conflits urbains dans le centre et la périphérie des villes, en particulier dans les travaux de Nunez (1982) fait ressortir les conséquences des formes d'urbanisation accélérée et des pressions économiques s'exerçant par l'intermédiaire des promoteurs et de leurs agents. L'absence de maîtrise de l'urbanisation provoque des oppositions brutales et des révoltes qui rendent particulièrement difficile l'élaboration d'un mode équilibré de décision. Pourtant, le dynamisme des habitants de quartiers urbains dégradés aboutit à des formes d'auto-organisation qui pourraient donner lieu à la construction de plans d'urbanisme véritablement démocratiques. Dans la ville de Guadajara, de jeunes chercheurs commencent des études plus générales sur l'ensemble de l'agglomération et sur des quartiers où les pratiques, les représentations, les aspirations et

les besoins peuvent être analysés d'une manière plus approfondie. Ces formes de recherche rejoignent celles que nous avions entreprises il y a déjà longtemps à Bordeaux et sur d'autres villes en France, en essayant de relier les études géographiques, économiques et sociales générales à des études psycho-sociologiques approfondies permettant de saisir les projets des groupes sociaux à travers l'observation concrète de leur vie quotidienne (Chombart de Lauwe, 1956).

En Yougoslavie, le plan de Belgrade correspond à un travail d'équipe très organisé dans lequel les économistes et les urbanistes travaillent en commun pour définir les grandes orientations à long terme et à court terme. La tentative auto-gestionnaire yougoslave consiste, comme vous le savez, à partir de très petites unités de base au niveau de l'habitation pour remonter jusqu'à la ville en passant par une organisation systématique de quartiers. Mais ces quartiers sont définis arbitrairement en divisant la ville en unités de 8 à 10 000 habitants, ce qui peut prêter à discussion. Il n'en reste pas moins que la décision d'urbanisme tente de se rapprocher le plus possible d'une expression de la population. Comme ailleurs, toutefois, les organisateurs se heurtent à la difficulté de présenter des plans compréhensibles par le public et de les amener à réagir sur les projets d'une manière utilisable pour la décision.

En revenant en France, nous sommes confrontés à l'engouement pour les mouvements associatifs avec tout ce qu'ils peuvent apporter de constructif dans une tendance auto-gestionnaire, mais aussi avec les équivoques qu'ils comportent dans la mesure où ils s'institutionnalisent et où les responsables appartiennent presque toujours à la même tranche de la moyenne bourgeoisie intellectuelle, optant pour les classes populaires sans pouvoir toujours les représenter complètement.

Les études de villes nouvelles, comme celles de Imbert & Lagrée (1978) au Vaudreuil, les recherches sur les degrés d'institutionnalisation dans les nouvelles formes de vie sociale au niveau local, permettent de poser un certain nombre de questions allant toutes dans le sens de la recherche d'un nouveau mode de décision dans lequel les Sciences humaines pourraient intervenir d'une manière utile.

4. Le projet d'urbanisme et les équipes pluridisciplinaires

Dans l'élaboration des projets d'urbanisme le travail des Sciences humaines peut se situer à deux niveaux. Au premier niveau, il s'agit proprement de la recherche. Les chercheurs ont besoin d'une totale liberté pour entreprendre les travaux qui leur paraissent les mieux adaptés à l'analyse des processus de transformations et à la compréhension des rapports entre l'espace et les comportements des individus et des groupes. Leurs études peuvent être alors utilisées par les représentants des pouvoirs publics et les différents techniciens, administrateurs, urbanistes et architectes pour une réflexion sur leur action ou sur leur art. Dans cette ligne, il est aussi utile de citer le philosophe Bachelard, que Marx ou Sombart, que des études dites de sociologie urbaine. En revanche, à un deuxième

niveau, les chercheurs sont impliqués directement dans des groupes pluri-disciplinaires qui ont actuellement beaucoup de mal à se constituer. La forme la plus courante de travail est devenue l'appel d'offre lancé par les pouvoirs publics qui permet aux chercheurs de présenter des projets pour obtenir des crédits de recherche. Cette méthode a donné des résultats importants, mais elle a le grand inconvénient de faire travailler à vide des équipes entières de recherche pour préparer longuement des projets qui ne sont pas tous acceptés, loin de là. De plus, les équipes de recherche ont tendance à se transformer en bureaux d'études; il est donc absolument nécessaire de distinguer clairement les recherches et les études. Les bureaux des Ministères ont avantage à avoir auprès d'eux des services d'études qui peuvent faire rapidement des enquêtes sur le terrain, donner des renseignements utiles pour la préparation d'un projet précis. Mais des équipes de recherche indépendantes sont nécessaires pour étudier librement les rapports à l'environnement, géographique, économique, social, les structures, les canaux de communication, les pratiques de la vie quotidienne, les aspirations et les besoins, les représentations, les systèmes de valeur, les idéologies dont l'analyse permettra de comprendre comment l'organisation de l'espace peut être envisagée.

Les rapports entre les demandeurs de travaux en Sciences humaines et les chercheurs sont forcément complexes. La demande est souvent formulée d'une manière inadéquate qui ne laisse pas aux chercheurs la possibilité de s'orienter dans les voies qu'ils jugeraient utiles. J'ai souvent signalé des expériences avec les Ministères dans lesquelles les résultats obtenus étaient jugés intéressants lorsqu'ils répondaient exactement à la demande formulée par les responsables. Au contraire, les résultats obtenus marginalement à cette demande, paraissaient apporter quelque chose de nouveau. Il est normal que les chercheurs s'orientent dans des directions que les demandeurs ne soupçonnent même pas. C'est d'ailleurs leur rôle essentiel. Vouloir les diriger trop directement c'est supprimer pratiquement l'intérêt de la recherche.

La solution, à notre avis, est donc de distinguer clairement, d'un côté l'aide apportée aux équipes de recherche pour leur travaux indépendants des applications directes, mais qui auront une importance capitale pour l'ensemble des programmes futurs en planification urbaine et d'un autre côté, les recherches engagées avec des équipes mixtes dans lesquelles se retrouvent en même temps les chercheurs des Sciences humaines, les administrateurs, les ingénieurs, les architectes et les urbanistes, et surtout les représentants de la population. Il n'est pas possible ici d'étudier le fonctionnement de ces équipes dans le détail. Je voudrais seulement revenir sur un point qui me paraît essentiel : il ne s'agit pas seulement de constituer des groupes de travail, il est nécessaire de distinguer des étages dans le temps et de prévoir l'intervention de Sciences humaines dès le départ, avant que les projets ne soient élaborés. Dans la première phase, il est possible que ces représentants des Sciences humaines aient une place prioritaire, étant donné qu'il s'agit de comprendre les processus de transformation, et de voir comment se situe le projet futur. Dans une deuxième phase,

lorsque il s'agit de réfléchir sur le projet lui-même, c'est l'architecte et l'urbaniste qui devraient orienter les travaux. Dans une phase ultérieure, l'administration et les services financiers interviennent pour calculer les coûts tandis que les ingénieurs étudient les possibilités techniques et proposent les solutions en fonction de leurs connaissances et de leur qualification. Ensuite, pour suivre la réalisation et la réaction des habitants dans l'espace construit, les Sciences humaines interviennent d'une manière plus directe. Une très grande compréhension est donc nécessaire entre les différents spécialistes et une préparation devrait être prévue dans la formation des architectes, des ingénieurs et des urbanistes pour que ces travaux en commun soient possibles.

BIBLIOGRAPHIE

- CHOMBART DE LAUWE, P.-H., COUVREUR, L. & ANTOINE, S. (Eds. (1952), "Paris et l'agglomération parisienne" (P.U.F., Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (1956), "La vie quotidienne des familles ouvrières" (Ed. du C.N.R.S., Paris) (3ème ed., 1979).
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (1965), "Des hommes et des villes" (Payot, Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (1975), "La culture et le pouvoir" (Stock, Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (Ed.) (1981), "Transformations sociales et dynamique culturelle" *Colloque international de Perpignan* (Ed. du C.N.R.S., Paris).
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. (à paraître) "Espace et crise de civilisation".
- CHOMBART DE LAUWE, P.-H. & IMBERT, M. (Eds.) (1982), "La banlieue aujourd'hui" (L'Harmatteur, Paris) (sous presse).
- DUCREUX, M. (1982), Les mutations de la banlieue dues au retrait des grands établissements industriels, *La banlieue aujourd'hui* (Chombart de Lauwe, P.-H. & Imbert, M., Eds.) (L'Harmatteur, Paris) (sous presse).
- IMBERT, M. & LAGREE, J.C. (1978), "Emergence et évolution de la vie sociale dans une collectivité nouvelle" (Ministère de l'Environnement, Paris).
- JENNY, J. (1956), Etude sociologique de l'agglomération bordelaise : les structures urbaines de l'agglomération, *polycopié* (Centre d'Etude des Groupes Sociaux, Paris).
- NUNEZ, O. (1982), La mobilisation populaire et la formation des quartiers périphériques, *La banlieue aujourd'hui* (Chombart de Lauwe, P.-H. & Imbert, M., Eds.) (L'Harmatteur, Paris), (sous presse).